

Jan Broi, *Odpowiedzialność za wypadki przy pracy i choroby zawodowe [La responsabilité pour les accidents du travail et les maladies professionnelles]*, Warszawa 1981, Wydawnictwo Prawnicze, 220 pages.

L'ouvrage explique le caractère juridique et l'étendue des prestations de l'établissement de travail dues à la victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle et aux membres de sa famille.

Dans le I^{er} chapitre l'auteur analyse le droit aux prestations au titre d'accident du travail des personnes fournissant un travail sur une autre base que le rapport de travail ainsi que les questions liées avec ce droit.

Le 11^o chapitre traite de la responsabilité de l'établissement de travail pour les accidents du travail et les maladies professionnelles, liée au risque du travail. L'auteur analyse la faute et l'état d'ébriété en tant que motif excluant la responsabilité de l'établissement, rejetant l'opinion sur le caractère conventionnel de cette responsabilité ; l'auteur définit ses fonctions et les caractéristiques de l'accident du travail, la régulation des questions liées aux accidents survenus pendant le trajet du domicile au lieu de travail ou du lieu de travail au domicile, ainsi que les caractéristiques des maladies professionnelles. Ensuite il détermine le niveau des prestations à titre de perte de la capacité de gain et de réadaptation professionnelle. Il attire l'attention sur la différenciation des droits des accidentés du travail et des membres de leurs familles dans certains contrats collectifs de travail, avançant le postulat de leur unification. Conformément aux opinions prépondérantes, l'auteur refuse de donner une force obligatoire aux constatations du procès-verbal d'accident, même non contesté et approuvé. Il charge toutefois la personne contestant ces constatations du fardeau de la preuve de leur non-conformité à la vérité.

Dans le chapitre III, l'auteur examine en détail les limitations de la responsabilité civile concernant les matières faisant l'objet du présent ouvrage.

Dans le IV^o chapitre, l'auteur explique nombre de questions choisies concernant la responsabilité civile du possesseur d'un véhicule à moteur et de l'établissement des assurances contre les accidents de la circulation, étant en même temps des accidents du travail. Ces considérations ont une importante signification pour la pratique et renouent à la jurisprudence sur le fond des affaires judiciaires déjà tranchées, concernant entre autres les actions récursoires. L'auteur a consacré une attention particulière aux situations fréquentes, dans lesquelles la victime d'un accident du travail est un travailleur employé sur mandat de son entreprise mère dans une autre entreprise et agissant en faveur de cette entreprise. La délégation du travailleur à un tel travail est appréciée par l'auteur comme un contrat auquel sont applicables d'une manière correspondante les dispositions sur le mandat (art. 750 du c.c.), chargeant les deux entreprises de l'obligation d'assurer à un tel travailleur des conditions de travail sûres et hygiéniques ; l'auteur met en évidence la subordination d'un tel travailleur à l'entreprise mère, il admet cependant la subordination temporaire du travailleur à l'autre entreprise. dans le cadre du mandat de l'entre-

prise mère liant ce travailleur : l'auteur souligne le caractère discutable du traitement de l'entreprise « étrangère » comme une personne tierce et admet sa responsabilité réparatrice pour accident du travail sur la base des articles 417, 430 ou 433 - 436 du c.c.

L'auteur se prononce pour la réduction de la réparation due par une personne tierce, si la personne lésée a contribué au dommage (art. 362 du c.c.), bien que la loi sur les accidents ne prévoit pas de réduction, pour cette raison, des prestations à titre d'accident du travail dues par l'entreprise de travail.

Le système de compensation des dommages basé, dans la loi sur les accidents de 1975, sur une somme fixée et un pourcentage des prestations forfaitaires peut, dans certains cas, ne pas compenser tout le dommage. L'auteur présente des doutes quant à l'exclusion de la responsabilité réparatrice du travailleur-auteur du dommage causé involontairement, lorsque la différence non couverte entre le dommage et les prestations obtenues à titre d'accident est notable et l'entreprise ou son travailleur sont responsables de l'accident du travail ou de la maladie professionnelle.

L'auteur constate que, par suite de l'exclusion du cumul des fondements de la responsabilité civile réparatrice avec la responsabilité réglementée dans la loi sur les accidents (art. 39), la situation juridique de deux personnes, victimes du même accident du travail peut être différente ; le travailleur lésé peut recevoir des prestations forfaitaires à titre d'accident inférieures à la réparation due à la victime de cet accident, n'étant pas liée par un rapport de travail avec l'établissement de travail tenu à l'indemnité d'accident. Cette personne peut en effet demander une pleine réparation en vertu du droit civil. En outre, le travailleur accidenté ou les membres de sa famille peuvent, en la matière, recevoir une indemnité au titre des prestations d'accident inférieure à celle de la victime employée en dehors du rapport de travail (voir le chapitre I.c.) Cela concerne par exemple les agriculteurs employés dans des exploitations agricoles individuelles. L'exclusion complète dans les clauses dérogatoires de la responsabilité réparatrice civile de l'établissement envers le travailleur victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle et envers les membres de la famille de ce travailleur (art. 39 de la loi sur les accidents et art. 123 al. 1 de la loi de 1968 sur le système général de retraite)¹ suscite également des réserves dans la situation où le dommage a résulté d'une négligence flagrante de l'employeur ou des personnes dont il est responsable. De l'avis de l'auteur, les disproportions en cette matière pourraient être éliminées par une responsabilité réparatrice civile supplémentaire. L'auteur, renouant aux législations étrangères — avance des propositions d'amélioration *de lege ferenda*, visant à éliminer le dualisme susmentionné des prestations à titre d'accident et à atténuer leur schématisme. Jusqu'à la création de conditions qui permettraient d'introduire ces améliorations, l'auteur postule « des solutions par étapes » basées sur les délégations législatives existantes et la généralisation des prestations d'accident réglementées dans les contrats collectifs de travail. De l'avis de l'auteur, la faute doit avoir une influence sur la différenciation du niveau des prestations d'accident et la responsabilité civile subsidiaire pourrait compenser les dommages causés dans des situations non typiques.

Le livre renoue aux travaux législatifs visant à réaliser les postulats ouvriers dans les questions qui y sont discutées. Il est écrit d'une manière communicative, en tenant compte des besoins de la pratique, de la science et de la politique sociale.

¹ Cette loi a cessé d'être en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1983, conformément à l'art. 130 de la loi du 14 décembre 1982 sur le« pensions de retraite des travailleurs et de leurs familles (J. des L. n° 40, texte 267).

Il faut remarquer que les modifications de l'état juridique, accomplies après la publication du livre analysé, concernant quelques fragments de la monographie, ont fait que ces fragments exigent une modification à la lumière des dispositions du règlement du Conseil des ministres du 1^{er} décembre 1981 au sujet de l'augmentation de certaines prestations au titre d'accidents du travail et de maladies professionnelles (Journal des Lois n° 33, texte 174) et du règlement du Conseil des ministres du 30 novembre 1981 concernant les assurances-automobiles obligatoires (J. des L. n° 30, texte 166).

Mieczysław Piekarski

¹ Journal des Lois n° 39, texte 231 avec amendements ultérieurs.

² K. Kolasieński, *Rozstrzyganie sporów o świadczenia z ubezpieczenia społecznego* [Règlement des différends concernant les prestations de l'assurance sociale]. Warszawa 1978.